

optique plus large, la mise en danger de ces modèles de justice achoppe à la question de l'égalité des chances, dans une société où les privilèges de rang et de statut de naissance ont été battus en brèche par le procès de modernisation et suscitent majoritairement aujourd'hui de l'indignation.

Quant au sitting de la Kasba, il relève lui aussi d'une autre forme d'exigence de reconnaissance. En couvrant les murs du Palais du gouvernement et des ministères alentour de graffitis et de slogans qui célèbrent le noms de leurs bourgades, longuement abandonnées par les élites politiques de la Tunisie indépendante et laissées pour compte par les plans successifs de développement (Mazzouna, Rgab, Menzel Bouzayyan, Sidi Ali Ben Oun, etc.), et en dressant leurs tentes aux portes du Premier ministère, ces jeunes d'origine rurale et modeste ont parlé d'une même voix pour revendiquer le droit à une citoyenneté réelle qui implique l'accès à un certains nombre de

ressources fondamentales et, avant cela, la capacité de faire entendre leur préoccupations particulières dans la sphère publique. A travers leur geste, c'est la misère on ne peut plus visible de la marge qui est venue investir la superbe du centre.



© IRMC

Cela dit, s'il est tout à fait possible de formuler quelques conjectures concernant le terreau dans lequel a pris naissance le ras de marée populaire qui a emporté le régime de Ben Ali, une énigme persiste : comment les différentes formes de mécontentement et de frustrations générées par vingt ans d'autoritarisme politique et d'injustice sociale ont pu s'exprimer dans un idiome politique audible et mobilisateur dans un pays où la politique n'était plus, et depuis longtemps, que souvenir ?

Imed MELLITI

Sociologue, ISSHT, Tunis

Une onde tsunamique

Nous devons distinguer entre l'acte de Bouazizi et la mobilisation générale qui s'en est suivie. Bouazizi a commis cet acte d'immolation parce qu'il n'a pas été reçu par une autorité locale, après avoir été frappé et insulté par une femme agent de police ou municipal. D'après sa sœur, dans la région, un homme frappé doit porter la robe et c'est là l'extrême limite de l'humiliation. Mais ce n'est pas cela qui a déclenché son acte, c'est lorsqu'on a refusé de le recevoir, le refus de parole. Bouazizi a un niveau bac, il veut laisser sa sœur faire des études, dans sa région il devrait avoir un statut, et contre ce statut il a dû vendre des fruits et légumes. Il pensait pouvoir convertir sa scolarisation, son capital culturel en capital économique, et il n'a pas eu cette possibilité. Car cette conversion exige une capacité psychologique de soumission et des relations sociales. Or Bouazizi n'a pas de relations sociales, dans sa région marginalisée tout est fermé, et il n'accepte pas la soumission clientéliste. Il n'a pas pu gérer la limite de la schizophrénie entre le statut social et les conditions de vie, et il a été conduit au suicide.

Et cela a déclenché un tsunami de mobilisation. Des jeunes qui n'ont pas le même statut que lui se sont identifiés à cet acte. Comme dans un théâtre, ils ont vécu leur expérience personnelle à travers cet acte. Bouazizi n'a pas fait cela pour être imité, mais il a été l'élément déclencheur. Ce n'est

pas lui mais c'est le fait qu'il soit perçu « comme ». Son vécu a été lu comme une tragédie grecque. Il s'en est suivi, Face book aidant, une mobilisation cathartique et générale, qui a touché toutes les catégories sociales. La matrice symbolique de ce mouvement est, accompagnée d'une demande économique, une demande de la libération de la parole, de respect de soi et de dignité, de sortie de cette condition schizophrénique et clientéliste. Le cas est arrivé à un moment de sensibilité générale, et les avocats des régions ont été les premiers à s'identifier à Bouazizi.

Un tsunami est un acte qui noie tout. Rien n'a résisté à cette onde tsunamique. Et c'est



un mouvement interne. Il n'y a pas de chef, il n'a pas un guide, il n'y a rien d'extérieur, il n'est pas pensé à partir d'un projet ou d'une stratégie comme d'autres révolutions. Sa seule dynamique est la demande de respect, une matrice souterraine qui fait avancer

l'ensemble sans acteur qui dirige et organise. C'est la dynamique elle-même qui marche. Personne ne l'attendait mais rien ne peut résister et plusieurs tendent à croire que rien ne peut l'arrêter. Le pouvoir a cédé devant ce mouvement qui balaie tout. Rien n'a pu résister. C'est une révolution de la parole libérée, et l'extraordinaire est qu'elle est contagieuse. Elle a changé l'ordre politique. Ben Ali n'est pas tombé par la faiblesse des institutions mais par la force du mouvement et sans violence. C'est fini, au moins de manière aussi radicale que la révolution française a balayé l'ancien régime.

Il peut y avoir des retournements, c'est fragile, mais on ne peut plus revenir en arrière. Le seul risque, et qui a été évité, était que la révolte des segments les plus radicaux de la jeunesse et de ceux qui n'ont plus aucune perspective de transformer leur capital culturel, entraîne une répression sanglante mobilisant alors l'armée. Scénario qui aurait entraîné l'alliance entre mouvements néo islamistes et néo marxistes, et la prise momentanée du pouvoir par l'armée. Mais l'armée a laissé la police faire son travail. C'est une option qui ne s'est pas déroulée, mais dont les éléments structurels existent et étaient présents.

Abdelkader ZGHAL

Sociologue, Tunis
(propos recueillis par PND)